

déréglementation, insistance sur la production à vocation exportatrice, et ils s'intègrent dans des marchés régionaux et mondiaux. La confiance des investisseurs augmente. C'est donc une région dont l'économie se développe et où le Canada a, sur le plan commercial et celui de l'investissement, des intérêts de plus en plus importants qui sont de nature à contribuer au redressement et à la reprise de sa propre économie. Nous devons profiter de ces occasions de la manière la plus efficace possible.

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) conclu entre le Canada, les États-Unis et le Mexique préfigure le partenariat plus complet qui pourra être édifié dans toute la région. Le Chili, par exemple, où j'ai fait mon dernier séjour, cherche déjà à adhérer à cet Accord et d'autres pays d'Amérique latine devraient suivre. Toutefois, dans un avenir prévisible, ces pays ne seront pas tous en mesure de satisfaire les conditions nécessaires à une adhésion. La façon dont le gouvernement abordera cet état de choses m'intéresse, parce que je crois que les Canadiens et les Canadiennes veulent encourager les progrès sociaux et économiques de toutes les nations en développement, quel que soit le stade de développement auquel celles-ci se trouvent pour le moment. Les inégalités économiques et sociales au sein des nations et des régions sont des sources connues d'instabilité.

En outre, l'aide publique au développement octroyée par le Canada joue un rôle important dans notre partenariat en Amérique latine et aux Antilles. Il y a, dans ce domaine, certaines analogies avec nos relations avec l'Afrique. En appuyant le processus de réforme économique et en encourageant les gouvernements à faire plus, à présent, pour limiter les coûts sociaux connexes, le Canada a, par son programme d'aide :

- encouragé le développement durable, en particulier dans la gestion des ressources naturelles;
- aidé à réduire la pauvreté; et
- encouragé le respect des droits de la personne, la démocratisation et les principes de bonne gestion de l'économie.

Monsieur le Président, je sais, pour l'avoir expérimenté sur place dans des projets locaux mis sur pied à l'échelle de l'Amérique centrale, quel est le bien que l'on peut récolter des projets d'aide aux collectivités à l'échelle individuelle, auxquels des Canadiens et Canadiennes ont apporté leur soutien. Nos programmes d'aide publique au développement à grande échelle ont également eu un impact positif dans des domaines vitaux qui vont de la production alimentaire jusqu'aux droits de la personne, de l'alimentation en eau potable jusqu'aux réformes